



● Situation sécuritaire en Géorgie – Actualisation

Cette note vise à actualiser la note élaborée par Forum réfugiés en octobre 2008 relative à la situation sécuritaire en Géorgie (note n°13/2008). Selon les dernières estimations du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, datant de fin octobre 2008, parmi les 133 000 personnes enregistrées comme déplacées par les autorités géorgiennes suite au conflit qui a opposé la Russie à la Géorgie en août 2008, près de 80% d'entre elles seraient rentrées chez elles tandis que des milliers de Géorgiens d'Ossétie du Sud demeureraient déplacés¹. En décembre 2008, le Commissaire pour les droits de l'Homme du Conseil de l'Europe indiquait que 85% des personnes déplacées de l'ancienne « zone tampon » seraient rentrées chez elles, soulignant toutefois l'insécurité et les tensions persistantes dans certaines zones et l'absence de possibilité de retour durable pour de nombreux déplacés en Géorgie. Le retour durable de milliers de personnes déplacées apparaît en effet toujours compromis et incertain en 2009 du fait de la situation d'insécurité qui demeure. Plusieurs rapports récents d'organisations internationales reconnues font état de risques persistants à l'encontre de la population civile.

Risques persistants à l'encontre des civils suite au conflit et retour incertain des personnes déplacées

Plusieurs mois après la fin du conflit, de nombreuses organisations et institutions² ont dénoncé les graves violations des droits de l'Homme et du droit international humanitaire qui ont été commises par toutes les parties, aussi bien durant le conflit qu'après, ainsi que l'insécurité et l'instabilité toujours omniprésentes dans l'ensemble du pays. Des cas de violences, d'attaques ou de pillages sont toujours rapportés dans certaines zones tandis que les nombreuses bombes à sous-munitions qui n'ont pas explosé, larguées dans des zones habitées et aux alentours, constituent une menace supplémentaire pour les civils³. A ce jour, des milliers de Géorgiens demeurent déplacés sans espoir de pouvoir retourner chez eux dans un futur proche.

Dans un rapport publié fin novembre 2008⁴, Amnesty International est revenue sur les conséquences du conflit, qu'elle juge graves et durables, pour la population civile. Amnesty international estime qu'à la date de la sortie du rapport plus de 20 000

¹ UNHCR, *Georgia: Massive returns to buffer zone*, 17 octobre 2008

² Notamment Human Rights Watch, Amnesty International et International Crisis Group.

³ Human Rights Watch, *Georgia: More Cluster Bomb Damage Than Reported*, 4 novembre 2008

⁴ Amnesty International, *Georgia/Russia: Civilians in the line of fire: The Georgia-Russia conflict*, 18 novembre 2008



Géorgiens n'étaient toujours pas en mesure de rentrer chez eux en Ossétie du Sud en raison des pillages et des violences auxquels se livraient des milices ossètes. Selon l'organisation qui se base sur des résultats de missions de recherche qu'elle a effectuées dans les principales zones de conflit, aucune des parties n'a pris les mesures nécessaires pour épargner la population civile lors des hostilités. Au total, le nombre de victimes a été plus élevé parmi les civils que parmi les combattants ; des habitations, des hôpitaux, des écoles et d'autres lieux de vie des civils ont été touchés ou détruits dans les localités situées des deux côtés de la ligne de front. En outre, des milices d'Ossétie du Sud se sont livrées à de nombreux pillages et incendies, ravageant plusieurs localités à majorité géorgienne situées en territoire contrôlé alors par les forces armées russes. De plus, la Russie et la Géorgie ont largué des bombes à sous-munitions sur des zones habitées et aux alentours, faisant de nombreuses victimes civiles et laissant de grandes portions de terrain truffées d'engins non explosés, qui constituent maintenant un risque pour les civils qui retournent chez eux après le conflit.

Fin novembre 2008, Amnesty International indiquait que la situation restait très tendue le long de la frontière de facto séparant l'Ossétie du Sud du reste de la Géorgie, soulignant que des dizaines de milliers de civils ne pourraient pas regagner leur foyer dans un avenir proche. Selon l'organisation, cette zone constitue une zone d'ombre où les gens errent à leurs risques et périls. Des pillages, des tirs, des explosions et des enlèvements ont continué d'y être signalés en novembre 2008.

En novembre 2008, Human Rights Watch a également dénoncé à plusieurs reprises les violences persistantes à l'encontre des civils⁵. L'organisation a rapporté que des milices armées d'Ossétie du Sud se sont livrées à des pillages et des attaques à l'encontre de Géorgiens résidant en Ossétie du Sud (dans le district d'Akhalgori).

En janvier 2009, l'organisation estimait que des milliers de Géorgiens d'Ossétie du Sud demeuraient déplacés⁶.

Fin octobre 2008, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés, estimait que parmi les 133 000 personnes déplacées du fait du conflit enregistrées par les autorités géorgiennes, 80 % d'entre elles étaient rentrées chez elles. Mi-novembre 2008, le Commissaire pour les droits de l'Homme du Conseil de l'Europe précisait que 85% des personnes déplacées de l'ancienne « zone tampon » étaient retournées chez elles. Cependant, le Commissaire, dans un rapport publié en décembre 2008⁷, signale l'insuffisance de l'assistance humanitaire apportée aux personnes déplacées de retour chez elles, aux personnes toujours déplacées ainsi qu'aux civils de manière générale. Le Commissaire se montre préoccupé par les conditions de vie de plus de 37 000 personnes déplacées qu'il ne juge pas sûres et adéquates malgré l'assistance internationale apportée au gouvernement géorgien.

⁵ Human Rights Watch, *Russia: Protect Civilians in Occupied Georgia*, 25 novembre 2008

⁶ Human Rights Watch, *World Report 2009 - Georgia*, 14 janvier 2009

⁷ Council of Europe: Commissioner for Human Rights, *Special Follow-Up Mission to the Areas Affected by the South Ossetia Conflict: Implementation of the Commissioner's six principles for urgent human rights and humanitarian protection (12-14 November 2008, Tbilisi, Tskhinvali and Gori)*, 16 December 2008

A l'instar de nombreux autres acteurs internationaux, le Commissaire estime que les bombes à sous-munitions qui n'ont pas explosé ainsi que l'insécurité et les tensions persistantes au sein de l'ancienne « zone tampon » (particulièrement dans les zones adjacentes à la frontière administrative avec l'Ossétie du Sud) constituent des obstacles majeurs au retour durable des personnes déplacées.

Toujours pas d'enquête concernant les recours excessifs à la force des autorités

Human Rights Watch dénonce, dans son dernier rapport annuel de 2009, le refus des autorités de mener des enquêtes objectives concernant les événements de novembre 2007 ainsi que ceux de mars 2006 durant lesquels les autorités géorgiennes ont fait un usage excessif de la force. En novembre 2007, plus de 500 manifestants pacifistes ont été blessés à Tbilissi par des policiers qui ont eu recours à la force de manière excessive pour disperser les manifestants. Malgré les appels répétés de nombreux acteurs internationaux comme les Etats Unies, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe pour qu'une enquête impartiale soit menée, le gouvernement est resté sourd à toutes les demandes formulées en ce sens. De la même manière, le gouvernement a échoué à mener une enquête impartiale sur de mars 2006 dans la prison de Tbilissi n°5 qui a conduit à la mort de 7 prisonniers et en a blessé douze autres.

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Centre (HRIDC), Human Rights Priority et Caucasus Woman's Network ont également fait part en novembre 2008⁸ de leur profonde préoccupation face à l'absence d'enquête indépendante concernant les événements de novembre 2007 susmentionnés.

Mauvaises conditions de détention qui persistent et nouvelles allégations de mauvais traitements de détenus

Malgré l'ouverture d'une nouvelle prison à Gldani et la fermeture de la prison insalubre de Tbilissi n°5, Human Rights Watch fait état de mauvaises conditions de détention qui persistent et d'allégations de mauvais traitements de prisonniers, y compris dans la nouvelle prison de Gldani.

La FIDH, HRIDC, Human Rights Priority et Caucasus Woman's Network se sont montrés extrêmement inquiets en novembre 2008 par le fait que le nombre minimum de mètres carrés prévus par détenus dans les nouvelles prisons ne correspondait pas aux normes internationales. Elles ont également fait part de leur préoccupation vis-à-vis des mauvais traitements qui continuent d'être rapportés dans les prisons.

Augmentation du nombre de prisonniers politiques

La FIDH, HRIDC, Human Rights Priority et Caucasus Woman's Network ont dénoncé en novembre 2008 l'augmentation du nombre de prisonniers politiques en Géorgie.

⁸ International Federation for Human Rights, *Georgia: Concerns and recommendations to be addressed by EU and Georgian authorities in the framework of the European Neighbourhood Policy*, 5 novembre 2008

Les personnes concernées auraient été arrêtées et détenues du fait de leur participation à des mouvements d'opposition et grâce aux mesures répressives mises en place après les événements de novembre 2007.

Affaiblissement de la protection des mineurs

Human Rights Watch signale, dans son dernier rapport annuel, que l'âge légal de responsabilité pénale est passé de 14 à 12 ans pour certains crimes. Le Haut Commissariat pour les Nations Unies sur les droits de l'enfant a exprimé son profond regret concernant l'application de cette nouvelle mesure qui affaiblit la protection des mineurs.

Pressions massives, fraudes et tensions lors des élections présidentielles et parlementaires de 2008

Des allégations massives de pression à l'occasion des élections présidentielles de janvier 2008 ont été rapportées par Human Rights Watch.

La Fédération Internationale des Droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Centre (HRIDC), Human Rights Priority et Caucasus Woman's Network ont fait part en novembre 2008 de leur profonde préoccupation face aux nombreux obstacles qui ont entaché la tenue d'élections libres et justes à l'occasion des élections parlementaires de mai 2008 en Géorgie. Ces organisations dénoncent les tensions, pressions et violences qui ont eu lieu lors de ces élections ainsi que les fraudes et irrégularités qui ont été observées.

Atteintes à la liberté des médias

La FIDH, HRIDC, Human Rights Priority et Caucasus Woman's Network ont fait part en novembre 2008 de leur profonde préoccupation face aux violations de la liberté d'expression en Géorgie. Ces organisations sont inquiètes en particulier de l'augmentation des pressions politiques directes exercées à l'encontre des médias indépendants et des attaques répétés vis-à-vis des journalistes.

Violences à l'encontre des femmes

La FIDH et ses organisations partenaires ont à nouveau fait part de leur inquiétude en novembre 2008 au sujet de la situation déplorable des droits des femmes et des violences persistantes à l'encontre des femmes en Géorgie.

Sources

United Kingdom Home Office, *Operational Guidance Note: Georgia*, novembre 2008

Human Rights Watch, *Georgia: More Cluster Bomb Damage Than Reported*, 4 November 2008

International Federation for Human Rights, *Georgia: Concerns and recommendations to be addressed by EU and Georgian authorities in the framework of the European Neighbourhood Policy*, 5 novembre 2008

Amnesty International, *Georgia/Russia: Civilians in the line of fire: The Georgia-Russia conflict*, 18 novembre 2008

Human Rights Watch, *South Ossetia: aftermath of war*, 18 novembre 2008

Human Rights Watch, *Russia: Protect Civilians in Occupied Georgia*, 25 novembre 2008

International Crisis Group, *Georgia: The Risks of Winter*, Europe Briefing N°51, 26 novembre 2008

Radio Free Europe/Radio Liberty, *OSCE monitors come under fire near South Ossetia*, 10 décembre 2008

Council of Europe: Commissioner for Human Rights, *Special Follow-Up Mission to the Areas Affected by the South Ossetia Conflict: Implementation of the Commissioner's six principles for urgent human rights and humanitarian protection (12-14 November 2008, Tbilisi, Tskhinvali and Gori)*, 16 décembre 2008

Institute for War and Peace Reporting, *Uneasy Calm on South Ossetian Border*, 22 décembre 2008

Human Rights Watch, *World Report 2009 - Georgia*, 14 janvier 2009